



**Syndicat National Force Ouvrière
des Finances Publiques
Section du Finistère**

4, Square Marc Sangnier CS92839
29228 BREST CEDEX 2

Téléphone : 02.98.80.59.12

fo.ddfip29@dgfip.finances.gouv.fr

SITE WEB LOCAL: <http://www.fo-dgfip-sd.fr/029/>

DECLARATION LIMINAIRE CTL DU 28 JUIN 2013

FO DGFIP condamne la politique d'austérité menée aujourd'hui en France qui conduit à une augmentation continue du chômage, à la récession économique et au recul du service public. Une fois encore, ce sont les salariés du secteur privé comme les fonctionnaires qui en subissent les conséquences dans leur vie professionnelle et personnelle.

FO DGFIP, avec sa Confédération et ses Fédérations, s'opposera à toute remise en cause du Code des pensions et donc du Statut Général de la Fonction Publique, qu'une campagne médiatique actuelle tend à stigmatiser. Pour **FO DGFIP**, le financement des retraites relève d'autres choix économiques et d'une politique fiscale assurant une véritable répartition des richesses.

FO DGFIP s'oppose également à la modernisation de l'action publique dont la finalité reste malheureusement de réduire l'ensemble du service public en lui ôtant ses moyens humains matériels et financiers au prétexte de pseudo modernisation. Ainsi la démarche stratégique en cours aux Finances Publiques est un véritable instrument de destruction des missions et d'étranglement du réseau, mais également des droits individuels des personnels.

FO DGFIP demande l'arrêt de cette démarche stratégique qui est en totale contradiction avec nos revendications et prévoit notamment un plan de cadrage sur l'adaptation du réseau consistant à spécialiser et fusionner les services identiques implantés sur un même site, à resserrer le réseau des SPF, des SIE, et celui des Trésoreries mixtes.

FO DGFIP est à côté des agents de la DGFIP pour dénoncer et combattre cette politique qui porte atteinte aux capacités de notre administration à assurer correctement ses missions financières, fiscales et foncières. Il demande aux ministres de traduire dans les faits leurs discours sur le caractère essentiel des missions de la DGFIP, en lui attribuant les moyens nécessaires au moment où les cadrages budgétaires prévoient la poursuite de la politique de suppressions d'emplois et de réduction des crédits budgétaires pour 2014.

Alors que, depuis 3 ans, les agents n'ont connu aucune hausse salariale tout en supportant une progression régulière du taux des retenues sociales, le gouvernement annonce par voie de presse le futur gel du point d'indice pour 2014 ! Tant la méthode que la décision sont inacceptables !

Sur ce point comme sur beaucoup d'autres, **Force Ouvrière** est confortée dans sa position d'indépendance vis-à-vis des pouvoirs politiques successifs en place. Alors que certains imaginaient penser le changement avec le nouveau gouvernement, celui-ci démontre aujourd'hui tout son zèle à mettre en œuvre une politique générale de rigueur dictée par des instances supra nationales!

Les fonctionnaires et les agents de la DGFIP en ont assez de ces attaques en règle contre la Fonction publique et ses personnels et aussi d'être la variable d'ajustement des

politiques budgétaires quand des milliards de cadeaux sont faits à la Finance et à l'optimisation fiscale !!

Les agents de la DGFIP sont dans l'attente que leur implication de Service Public soit reconnue par une amélioration de leur salaire, de leur carrière, de leurs conditions de travail.

En l'absence de cette reconnaissance légitime, le rapport de force ne peut être qu'inévitable !

L'ordre du jour de ce Comité technique local porte sur les projets de fermetures de Trésoreries annoncés lors du CTL du 4 juin dernier.

Pas moins de quatre Trésoreries de proximité sont concernées par ce projet de restructurations visant à fermer purement et simplement des guichets de proximité de la DGFIP.

Pour **FO DGFIP29**, ces projets sont à n'en pas douter les prémises d'une orientation générale visant à resserrer les structures de la DGFIP.

Rappelons que ces Trésoreries sont implantées dans des territoires où la population est importante ce qui justifie pleinement une présence des services de l'Etat et notamment ceux de la DGFIP. Nous maintenons que le développement des nouvelles technologies conduisant à la mise en place d'une e-administration, ne peut prétendre à remplacer le contact direct à destination des usagers.

Rappelons aussi que ces projets de fusion sont en contradiction avec la généralisation de l'accueil fiscal de proximité dont le bilan 2012 fait clairement apparaître une montée en charge de près de 15% de son activité.

Les regroupements de ces structures présentés comme bénéfique pour les agents, les élus et les usagers sont en réalité dictés par une seule logique budgétaire visant à réduire des coûts de gestion liés à leur implantation.

Les arguments développés en faveur de ces projets sont pour le moins fumeux et hypocrites, notamment sur l'aspect organisationnel des équipes de travail que l'Administration a bien pris soin de fragiliser d'année en année et encore dernièrement lors du CTL de janvier 2013.

Quant à la relation avec les usagers et les partenaires locaux, il y a fort à parier qu'ils n'apprécieront guère l'abandon d'une proximité qui établissait une relation privilégiée avec des fonctionnaires compétents et disponibles.

Madame la Directrice, vous avez décidé ces restructurations sans même laisser le temps de la concertation et les manifestations des élus locaux de cette semaine démontrent les oppositions suscitées par vos projets.

Parce qu'ils envisagent la destruction de plusieurs services publics de proximité et qu'ils ne reçoivent ni l'assentiment des agents, ni celui des partenaires locaux, FO DGFIP 29 exige le RETRAIT de ces projets et votera contre la fermeture des Trésoreries de PLOUIGNEAU, LANMEUR, PLOUESCAT, PONT AVEN et celle programmée de SAINT THEGONNEC.